

Ou va l'Allemagne

L'Allemagne n'a plus de monnaie. Elle n'en a guère plus la Russie soviétique. Les 10,000 marks valent tout juste cinquante centimes de notre monnaie actuelle.

On lisait hier dans plusieurs journaux français que c'étaient les spéculateurs anglais qui faisaient en même temps baisser notre franc, pour obliger la France à céder à la pression britannique. Na faisons pas les Anglais plus noirs qu'ils ne sont et n'attribuons pas à la spéculation l'importance qu'elle n'a pas; elle ne fait pas plus la hausse et la baisse que le thermomètre ne fait le chaud et le froid.

La spéculation se borne à traduire avec une sensibilité extrême l'opinion que le monde de la finance se fait d'une situation politique et économique; la livre sterling est à 80 francs parce que dans le monde de la finance, on se demande où va l'Allemagne; c'est cette incertitude de demain qui discrédite notre franc, malgré l'annonce de nos belles récoltes, et la valeur du gage que nous tenons dans la Ruhr.

Où va l'Allemagne?
En Angleterre et un peu partout on croit fermement qu'elle va faire le plongeon dans le bolchevisme.

Je crois que ceux qui nourrissent une pareille crainte ne connaissent pas l'Allemagne, et l'absence de cran politique des ouvriers allemands socialistes. La crise économique qui va suivre l'effondrement de la monnaie fera bien éclater des jacqueries ouvrières en Saxe, à Berlin, peut-être à Hambourg; mais cette effervescence ne durera guère; l'émeute sera vite matée par l'armée, la police et les associations nationalistes, les trois seules puissances qui existent dans la nouvelle Allemagne.

On peut être certain que les monarchistes bavarois et prussiens attendent que ces jacqueries pour jeter le masque.

La facilité avec laquelle la tentative de coup d'Etat de Kapp fut réprimée, il y a trois ans, par les ouvriers berlinois ne prouve absolument rien: les ouvriers berlinois ont eu beau jeu parce que le gros de la Reichswehr, en 1920, n'a pas suivi Kapp. Réduit à une poignée d'hommes, celui-ci devait inévitablement échouer. Le Reichswehr a toujours pas en 1920 parce qu'alors les Allemands étaient unis, ou semblaient l'être, et qu'on craignait; en 1920, on les sait déunis; la Reichswehr osera.

L'Allemagne va non pas au bolchevisme, mais à la restauration monarchique. C'est avec cela qu'il faut compter, et rien qu'avec cela.

On ne voit plus guère que deux moyens d'empêcher cette catastrophe, qui signifiera le triomphe du parti de la revanche au delà du Rhin.

Le premier ce serait le renversement de Cuno et son remplacement immédiat par un ministre de coalition allant du parti industriel au parti socialiste, et comprenant outre ces deux partis le parti démocrate et le parti catholique, un ministre de coalition qui cesserait immédiatement la résistance dans la Ruhr et s'aboucherait avec la France directement. Mais les socialistes ont une telle terreur de l'armée, de la police et des organisations nationalistes qu'ils n'osent probablement pas.

Le second moyen serait que l'Angleterre reprenne sa place carrément, loyalement, à côté de la France et de la Belgique, et qu'elle sommât l'Allemagne de cesser la résistance passive sous peine de voir l'Angleterre s'associer à nos sanctions. Mais l'orgueil des hommes d'Etat anglais ne voudra pas reconnaître qu'ils se sont trompés en rompant le front allié et en paraissant se faire les protecteurs de l'Allemagne en révolte contre le Traité de Versailles.

Les chances d'éviter la catastrophe ou le voir, sont bien minces, et malheureusement elles s'affaiblissent d'heure en heure.—Gustave Herve.

L'ALLEMAGNE PEUT PAYER

Bruxelles.—Le Congrès de la Fédération Internationale des Vétérans de Guerre a terminé sa dernière session en adoptant, à l'unanimité toutes les résolutions présentées par les différents comités.

Les délégués, au Congrès, comprennent des vétérans de guerre des Etats-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de la Belgique, de la Serbie, de la Tchéco-Slovaquie et de la Roumanie.

En ce qui concerne le paiement des réparations par l'Allemagne, le Congrès a adopté, à l'unanimité, la résolution suivante:

"Le Congrès de la Fédération Internationale des Vétérans de la Guerre pense que l'Allemagne peut payer dans un délai de temps relativement court les réparations sur le montant desquelles tous les alliés se sont mis d'accord."

M. Kertrand, de France, a été élu Président de la Fédération.

Un Portrait de Harding

Nous lisons dans la "Victoire" de Paris:

Ce n'était pas un grand homme, le président Harding, mais c'était sûrement un brave homme. Et même ceux—et ils sont nombreux aux Etats-Unis—qui le jugeaient inférieur au poste qu'il occupait ne manqueraient pas d'éprouver un sentiment de sincère regret à le voir mourir ainsi, victime du devoir, accablé par le poids de la plus écrasante des fonctions.

C'était un sympathique. Homme simple, modeste et consciencieux, il n'était entré qu'assez tard sur la scène de la politique fédérale, comme membre du Sénat. Là, il s'était fait une situation honorable, mais nullement prépondérante, par ses qualités personnelles, son caractère droit, sa nature aimable et cette sorte de bon-garçonisme qui, dans la démocratie américaine, est essentielle au succès des hommes politiques. Le gros public le connaissait à peine lorsque à la suite du "dead lock" de la convention républicaine de Chicago de 1920, il finit par évincer des candidats plus marquants et réunit sur son nom la majorité des suffrages, après un nombre invraisemblable de scrutins. Beaucoup de républicains et d'indépendants ne se résignèrent même à voter pour lui que par hostilité pour la politique démocrate et wilsonienne. Je me rappelle avoir entendu cette galéjade qui eut, à l'époque, beaucoup de succès et qui exprimait le dégoût des hommes réfléchis pour le choix imposé par les politiciens: "Ce qui pourrait arriver de mieux, c'est que ni Harding ni Cox ne fut élu," éventualité naturellement absurde dans un pays où il n'y a pas d'alternative en dehors du républicain et du démocrate.

Une fois élu, et élu par une majorité de 7 millions de voix, Harding fut exactement le genre de président qu'on pouvait craindre ou espérer.

Fidèle au parti qui l'avait désigné et élu, il choisit ses collaborateurs parmi les membres les plus réguliers de ce parti. On lui a reproché entre autres, le choix de M. Harvey, journaliste explosif, comme ambassadeur à Londres; et de M. Daugherty, un politicien de l'Ohio, comme ministre de la justice. Par contre Hughes et Hoover furent une concession faite aux éléments les plus distingués de sa majorité.

Fidèle à ce qu'il considérait comme le mandat du corps électoral, alors que ce n'était que le sentiment de quelques-uns des membres les plus bornés de son parti, il abandonna la Société des Nations pour laquelle il avait voté au Sénat et pour laquelle les meilleurs des républicains avaient prétendu voter en votant pour lui.

Pour concilier cet abandon d'une doctrine dont il sentait la beauté et la justice avec les impulsions de son cœur naturellement généreux, il a encouragé la Convention navale de Washington en 1921 et il a préconisé cette année l'adhésion à la Cour d'arbitrage de la Haye. C'est même pour défendre cette dernière cause contre les résistances du nationalisme étroit et stupide de certains républicains qu'il a entrepris cette tournée, ou, comme Wilson, il est soldat à son poste.

Pour ce geste généreux, pour la noble ardeur qui la dicta, il sera beaucoup pardonné à Harding. On oubliera les faiblesses de l'homme politique resté toujours esclave d'une fidélité littérale aux exigences rigides de la politique de parti.

On ne railera plus les petits travers de ce journaliste provincial, qui écrivait d'un style pompeux et parfois obscur des messages et des discours dont se gaussaient les puristes et les malins.

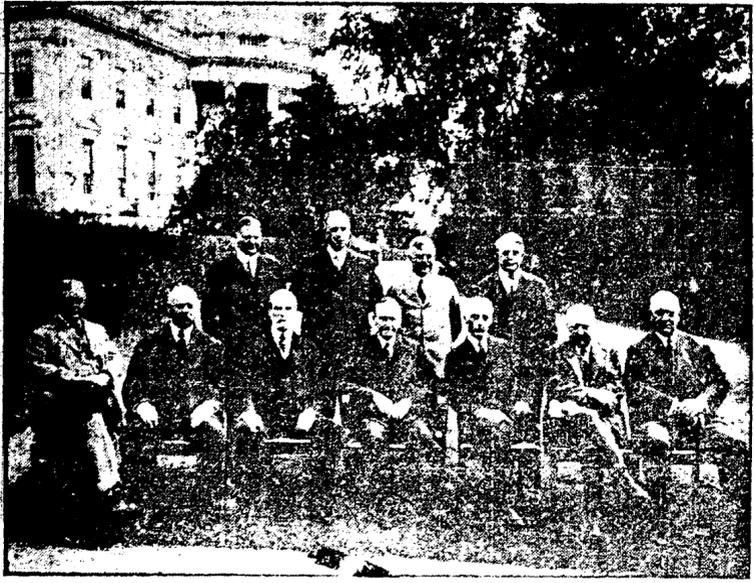
On se le rappellera toujours comme le représentant exact et complet des qualités et des limitations de cette bourgeoisie des Etats-Unis qu'il incarne à tous égards.

On ne s'étonnera pas qu'il ait manqué de certaines qualités d'esprit que ni son éducation ni son origine ne comportaient, par contre, il sera cité dans l'histoire comme un cité Lincoln, Mac Kinley et Roosevelt, comme un de ces types représentatifs des solides qualités foncières que l'Amérique moyenne estime plus que tout: un robuste, un esprit équitable et tolérant, un cœur généreux et bon.

Ce n'est peut-être pas assez pour remplir les fonctions incroyablement lourdes et de plus en plus compliquées qui incombent à un exécutif qui est à la fois son président de la République et un chef de cabinet, mais c'est sûrement assez pour s'assurer une place durable dans le souvenir reconnaissant d'un peuple.—Othon Guerlac.

LA CAUSE
Annette.—Elle sera probablement fatiguée de lui, avant un an.
Nanette.—Oh, son argent durera plus longtemps que cela!

LE PRESIDENT COOLIDGE ET SON CABINET



Voici la première photographie prise du Président Coolidge avec son cabinet. Nous avons, au premier plan, le directeur des postes Harry New; le ministre de la guerre, John W. Weeks; le secrétaire d'Etat, Charles Evans Hughes; le Président Coolidge; le secrétaire au trésor, Andrew Mellon; l'attorney général, Harry J. Daugherty; le ministre de la marine, Edwin Denby. Debout en haut: ministre du commerce, Herbert Hoover; ministre de l'intérieur, le Dr. Hubert Work; ministre de l'agriculture, Henry C. Wallace; et le ministre du travail, James J. Davis.

MANIFESTATION FRANCO-AMERICAINE

La section parisienne de la Légion américaine a offert, dernièrement à Paris, un dîner, en l'honneur de M. Alvin Owsley, commandeur national.

Les membres de la délégation venus des Etats-Unis pour prendre part au Congrès de Bruxelles, et qui, dans l'après-midi, avaient été reçus à Rambouillet, par M. Millerand, assistaient à ce banquet.

Au dessert, M. Charles Bertrand a remercié M. Owsley d'avoir tenu à visiter la France et ses champs de bataille.

Dans une brillante improvisation, M. Owsley a exprimé toute sa satisfaction de se trouver sur le sol français en contact avec d'anciens combattants de la grande guerre.

"En Amérique, seuls, a-t-il dit, les quatre millions de légionnaires ont le courage de dire: "Nous sommes aux côtés de la France et de la Belgique." Nous avons raison d'y être, j'en suis certain, ce soir plus que jamais. Vous, Français, soyez aussi certains que vous avez raison et que vos frères d'Amérique ne veulent pas autre chose que votre prospérité, votre bonheur et l'inviolabilité de votre sol sacré."

ALLIANCE ECONOMIQUE AVEC L'ALLEMAGNE

Paris.—Les milieux politiques français se montrent très intéressés par le discours du Chancelier Stresemann d'Allemagne à Stuttgart, au cours duquel il a déclaré que si l'Allemagne et la France faisaient une alliance économique, ce serait la meilleure garantie pour la paix.

Poincaré répondra publiquement à ce discours et on pense qu'il dira que la France est toute prête à signer un accord économique avec son ancienne ennemie.

Il déclarera, cependant, qu'à aucune condition la France ne permettra qu'un accord économique soit substitué au paiement des réparations. Lorsque la France sera assurée que les réparations seront payées, alors elle se montrera toute disposée à envisager la question d'un accord économique pour lequel elle est certainement en faveur.

Certaines parties du discours du Chancelier sont interprétées, ici, comme un premier pas vers l'annonce officielle de la fin de la résistance passive, dans la Ruhr.

UN DECRET DE VIENNE

Vienne.—La Reichspost annonce que, sans motiver cette mesure, le conseil municipal de la ville a donné congé aux sœurs qui, depuis des longues années, prenaient soin des orphelins et des écoles enfantines de la ville. Le journal constate que ces sœurs qui, par leur abnégation et leurs succès, s'étaient acquies des droits à la reconnaissance générale, cotillaient beaucoup moins à la municipalité que les institutrices laïques qui les remplacèrent. Il s'agit donc d'une mesure dictée non par les besoins économiques, mais uniquement par la haine que professe contre l'éducation religieuse la majorité socialiste des édiles. D'autre part, la mesure prise, forcera ces sœurs qui n'ont pas d'autre domicile à Vienne à quitter la capitale.

LE PROGRAMME DU GRAND DUC NICOLAS

L'organe cosaque "Kasatchy Doumi" publie la relation par le général cosaque Bogagowski d'une visite du grand duc Nicolas de Russie. L'ancien commandant en chef des armées impériales russes prit le général de dire à tous les cosaques et en général à tous les russes qui ont du s'expatrier, que le grand duc Nicolas est prêt à se vouer, corps et âme à la délivrance de la Russie du joug bolcheviste, mais qu'il est hostile à toute intervention étrangère, la Russie ne pouvant être sauvée que par les Russes eux-mêmes.

Le grand duc précisait ses idées comme suit: "Je suis prêt à prendre le haut commandement d'une expédition militaire contre les bolchevistes, mais à la condition que les russes qui se trouvent à l'étranger et la majorité du peuple en Russie soviétique m'appuient. Aussi la croisade contre les bolchevistes devra-t-elle être organisée de sorte que son succès paraisse possible. En cas de réussite, notre première tâche sera de restaurer la monarchie avec un Romanof à sa tête." Le général Bogagowky, qui est hetman des cosaques termine son compte rendu par la constatation que les organisations cosaques réunies, ont décidé d'accourir immédiatement à tout appel qui leur serait adressé par le grand duc Nicolas.

NEW YORK A HAMBOURG EN 45 HEURES

Le premier dirigeable destiné au service entre New York et Hambourg vient d'être mis en chantier.

Le type adopté comporte une véritable coque enroulant la nacelle et les installations du bord. Cette coque jouera le rôle des flotteurs d'un hydravion et permettra d'accoster dans les ports comme un navire ordinaire.

Les dimensions du dirigeable rendraient en effet l'atterrissage maniable: il peut transporter 300 passagers qui disposeront de salons, salles à manger, fumoirs, promenoir-jardin desservant les cabines, etc. L'éclairage et la cuisine se feront électriquement.

L'auteur des plans est un ingénieur hollandais du nom de Borner. Des précautions spéciales seront prises contre les risques d'incendie ou d'explosion: chaque ballonnet d'hydrogène sera isolé de l'air extérieur à l'aide d'une seconde enveloppe emprisonnant un épaisse couche d'azote.

La propulsion sera assurée par 12 moteurs de 260 HP, à commande indépendante.

On estime que le voyage New York-Hambourg ne durera pas plus de 45 heures.

DES AUTOBUS SUR RAIL

Il existe en France une quantité de lignes ferrées d'intérêt local qui desservent des régions très pittoresques, mais qui ne sont parcourues que par des trains trop rares et trop lents pour pouvoir servir au tourisme. On étudie actuellement la possibilité de faire circuler sur ces lignes des trains spécialement destinés aux touristes et employant le mode de traction le plus économique. Des expériences sont faites dans ce sens sur la ligne à voie étroite allant de Lyon à Saint-Jean de Bourny, où un autobus a déjà accompli plusieurs voyages de démonstration.

La Belgique et les Reparations

Bruxelles.—M. Henri Jaspar, ministre belge des affaires étrangères, dans ce qu'il a appelé la première interview authentique qu'il a donnée depuis la conférence de Paris en janvier après l'occupation de la Ruhr, a expliqué à l'Associated Press la situation actuelle de la Belgique. Il a demandé que l'on félicite son gouvernement pour avoir obtenu l'acceptation par tous les Alliés d'une somme de 50 milliards de marks-or comme minimum pour l'indemnité allemande.

Il a fourni des chiffres, obtenus après une sérieuse enquête sur les lieux par les experts belges, au sujet de la capacité de l'Allemagne pour des paiements annuels par la remise de certains monopoles de l'Etat. Il a insisté sur la nécessité d'une conférence entre les chefs des gouvernements alliés, pour mettre fin à l'échange de notes.

"La situation de la Belgique est différente de celle des autres alliés," a déclaré M. Jaspar, "parce qu'il a fallu réparer immédiatement les ravages de la guerre pour procurer des demeures à la population et permettre aux ouvriers de reprendre le travail, ce qui a été une lourde dépense pour le budget. D'autre part, la politique de protectionnisme a fermé un grand nombre de marchés étrangers aux produits de nos manufactures."

"Nous souffrons donc des difficultés qui affectent l'Angleterre pour les questions économiques, et comme la France nous avons une situation budgétaire assez précaire. Mais nous ne jouissons pas comme l'Angleterre d'un change favorable, et il faut que nous achetions les matières premières à des prix exorbitants. Nous n'avons pas comme la France une agriculture bien développée qui suffise à nos besoins. Il nous faut acheter en dollars les quatre cinquièmes du blé nécessaire à nourrir la population.

"De sorte que pour nous le problème est important et pressant. C'est pour cette raison que nous insistons pour qu'on arrive à une solution du problème des réparations aussi vite que possible. Nous entendons constater et sérier entre les Alliés, traduite par une décision commune."

De là notre proposition pour la reprise de négociations verbales entre les chefs des gouvernements alliés, comme nous l'avons suggéré dans notre note récente adressée à l'Angleterre."

Parlant du fait que la Belgique, depuis que l'Angleterre s'est retirée de la conférence de Paris en janvier, a poursuivi une politique distincte, M. Jaspar a ajouté:

"Les efforts du gouvernement belge, s'ils n'ont pas réussi jusqu'à présent, ont du moins fait faire de grands progrès à la solution du problème des réparations par l'acceptation par tous les Alliés d'un minimum de 50 milliards de marks-or comme indemnité allemande, somme qui a été reconnue comme modérée par le congrès international socialiste de Hambourg. Il a, par des enquêtes sérieuses et bien documentées, indiqué les moyens qui se trouvent à la disposition de l'Allemagne pour faire face aux paiements annuels correspondant à cette somme totale."

"Ainsi, nous avons prouvé que l'Allemagne en réorganisant le service des chemins de fer suivant un programme indiqué par nos experts, pourrait payer 1 milliard de marks-or par an par ce moyen seul. Les autres monopoles, tels que le tabac, la bière, le vin, les eaux minérales, le sucre, le sel, les allumettes et le charbon pourraient fournir 1,500 millions de marks. A ces chiffres on peut ajouter la participation éventuelle des Alliés dans les entreprises industrielles allemandes, ce qui constituerait un total suffisant pour payer les réparations."

POUR REPRIMER LES ABUS DES SPECULATEURS

Düsseldorf.—Afin d'exercer un contrôle plus efficace sur les changes et de mettre un terme à certains abus de spéculateurs, le général Degoutte, commandant les troupes d'occupation, vient de décider que les cours pratiqués pour l'échange de marks allemands contre de la monnaie belge et française, tant à l'achat qu'à la vente, devront être affichés de façon visible de l'extérieur, par les banques, établissements et bureaux de changes installés dans les localités où se trouvent des troupes ou des services militaires ou civils alliés.

Les auteurs d'infractions au présent arrêté seront punis d'une amende pouvant aller jusqu'à 10,000 marks-or et d'un emprisonnement de cinq ans au maximum ou de l'une de ces deux peines seulement.

La Natalité en France

"L'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française" vient d'édition, sous le titre la "Vie ou la mort de la France," une brochure de 32 pages qui a valu à M. Haury, ancien élève de l'Ecole normale, le prix de 50,000 francs qu'avait institué M. Michelin pour cette œuvre de propagande. Ce cadeau d'un prince de l'industrie fera mourir de jalousie les romanciers qui, dans la généralité, s'intéressent moins à l'avenir des enfants qu'aux passions déordonnées de parents hypothétiques, trop préoccupés de vivre leur vie pour penser à leur progéniture; il attendra dans leur vanité professionnelle les journalistes qui n'ont pas encore l'habitude d'être payés 40 francs la ligne. Mais l'intérêt n'est pas là. Ce sormon a heureusement inspiré, attendra-t-il son but? Y aura-t-il, par son influence, quelque chose de changé en France et compterons-nous un Français de plus? Voilà la question...

Sur les remèdes que nous proposa M. Haury, dit le "Temps," nous sommes tous d'accord. Nous les avons préconisés vingt fois, sans succès tant il est vrai que nos gouvernements s'occupent de la dénatalité pour en parler toujours et n'y penser jamais efficacement. Que l'on donne à la famille une valeur prépondérante dans notre législation, que l'on combatte la mortalité infantile, que l'on encourage par des primes la natalité, que l'on assiste les familles nombreuses par des allocations professionnelles et des facilités d'habitation, soit! Ce sont là des palliatifs nécessaires mais qui n'atteignent pas plus la cause du mal que les médicaments dits symptomatiques n'agissent sur l'infection. Ce qu'il faut trouver, c'est le sérum. Quel est-il?

M. Haury croit, avec le vote familial, avoir découvert le fin du fin. Hélas! nous adoptons volontiers cette réforme, quoique de bons esprits la rejettent comme attentatoire aux droits de l'individu consacrés par la Révolution, mais nous ne saurions nous abuser sur la portée de cette innovation politique. A peine mettrait-elle de réaliser le programme énoncé plus haut. Quant à supposer qu'un accroissement de population conduise aux chefs de famille dans la direction des affaires de l'Etat, il suffirait à compenser l'égotisme général au point d'augmenter par son seul poids le nombre des malheureux d'un pays, c'est une pure naïveté! Utile et souhaitable en soi, pour redresser les meurs d'une nation, le vote familial ne peut compter d'effets directs.

Il en va de même de cette propagande morale qui, en dehors d'une religion ordonnant le sacrifice, ne touchera jamais assez les âmes pour les amener à un effort sans sanction terrestre. Ce n'est point par la prédication qu'un peuple le désert, mais en créant des oasis.

Et voilà le cœur du problème, la clef de l'énigme.

Après l'étape de misère pendant laquelle les races procèdent par différence et abandonnent leur sang au courant de l'émigration servile, des patries se constituent qui, devant le niveau intellectuel des citoyens, leur donnent des besoins matériels qu'ils ne peuvent satisfaire au delà d'une saturation déterminée du territoire exploité. Si les ressources offertes par la contrée ne permettent pas d'entretenir, dans les conditions désirées de confort, un nombre d'hommes toujours croissant, il y a un arrêt automatique de la natalité... à moins qu'une politique prévoyante n'ouvre de nouveaux horizons à l'esprit d'entreprise. Et c'est l'orgueil de l'impérialisme mondial qui peut s'exercer soit par la conquête militaire comme le voulaient tenter les Allemands, soit par le peuplement colonial auquel dans leur sagesse se sont arrêtés les Anglais.

CURIEUX PROBLEME

Combien peut peser une abeille de moyenne grandeur? Voilà un problème, ami lecteur, auquel vous n'avez probablement jamais songé.

Un naturaliste américain a trouvé le moyen de le résoudre. Il a pesé un essaim, qu'il estime composé d'après des recherches fort ingénieuses, de 24,000 individus en moyenne, non compris bien entendu le poids de la cire et du miel que ces ingénieux insectes avaient secrété. Il trouve 4 livres pour le poids de cet essaim, et par conséquent chaque abeille pèserait un demi-milligramme environ. Il a de plus constaté, que lorsqu'un de ces hyménoptères si laborieux, rentre chargé de butin qu'il a cueilli sur les fleurs, son poids est à peu près triple. L'abeille transporte à travers les airs deux fois son poids de butin. Est-il beaucoup d'ouvriers, même parmi les plus zélés, qui puissent se vanter d'en faire autant?